

# LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

## Déclaration de politique générale : l'instant de toutes les urgences !

**NOMMÉ** le 9 janvier dernier à la tête du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze sera aujourd'hui face à l'Assemblée nationale. Un exercice lui permettant de rendre publique sa feuille de route. Ce qui donnera lieu à un vote. Lequel devrait lui être favorable, le PDG et ses alliés étant largement majoritaires au Palais Léon-Mba.

Jonas OSSOMBEY  
Libreville/Gabon

Le Premier ministre, Alain-Claude Bilie-By-Nze, sera aujourd'hui devant l'Assemblée nationale pour sa déclaration de politique générale. Comme tous ses prédécesseurs, il est attendu sur plusieurs préoccupations sociales. C'est donc sur un double axe que devrait se situer cette déclaration. Autrement dit, sur la continuité des efforts du pays en matière de croissance économique et surtout sur les attentes sociales des populations gabonaises.

Que faudra-t-il entendre par continuité ? En 2022, l'économie soutenue par une demande extérieure plus forte et des prix du pétrole plus élevés, s'est redressée progressivement malgré l'impact des facteurs exogènes. Le solde budgétaire a connu une augmentation progressive à moyen terme, mais la hausse du

coût de la vie pourrait accroître la vulnérabilité des ménages. Selon les dernières indications, la croissance a atteint les 3 % l'année dernière, grâce aux bonnes performances des secteurs pétrolier, minier et du bois. De même, le taux d'endettement public, se situe autour des 58,3 % du PIB. Il sera donc question pour le nouveau locataire de l'Immeuble du 2-Décembre d'expliquer aux députés l'obligation de poursuivre la diversification de l'économie et le renforcement du capital humain. Des leviers prioritaires sur la base desquels devrait s'inscrire cette continuité dont le gage est assuré par les mesures pour améliorer le climat des affaires. Face à un seuil de pauvreté de 33% au Gabon, le gouvernement Alain-Claude Bilie-By-Nze n'a pas d'autre choix que de s'aligner sur une politique sociale portée par trois piliers. A savoir : la mise en place de programmes sociaux intégrés pour les populations



Le Premier ministre, Alain Claude Bilie-By-Nze, devant l'Assemblée nationale, aujourd'hui.

les plus vulnérables ; la création d'activités rémunératrices pour les populations les plus démunies ; la réduction des inégalités

d'accès aux services publics. Le deuxième axe de cette déclaration de politique générale devrait mettre en avant l'urgence sociale.

Le chef du gouvernement aura à cœur d'expliquer sa feuille de route pour lutter efficacement contre la vie chère. Des mécanismes devront être énoncés pour traduire en actes la ferme volonté d'Ali Bongo Ondimba de voir les Gabonais sortir de ce marasme. D'ailleurs, les retours du terrain qu'il a sillonné, écoutant et touchant du doigt les difficultés des populations à l'intérieur, tournent autour de l'accès à l'eau, l'électricité, la santé, etc. C'est dans ce contexte d'attente des solutions aux difficultés des compatriotes que l'exercice constitutionnel de ce jour vaudra son pesant d'or.

Sur le plan politique, il va sans dire que la volonté du numéro un gabonais de voir la classe politique se parler occupera une place de choix. Le Premier ministre va réitérer l'engagement du gouvernement à accompagner cette décision. Si le format des discussions politiques à venir n'est pas encore connu, le rendez-vous du jour pourrait être l'occasion d'en donner une esquisse.

L'urgence se traduit également par cette première. Dans l'histoire du fonctionnement des institutions au Gabon, il est le seul Premier ministre qui va faire sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale dans un laps de temps aussi court. Au lieu de 45 jours, comme l'autorise la Constitution, M. Bilie-By-Nze n'a eu besoin que deux semaines pour faire la sienne. C'est dire que tout commande qu'il aille vite en vue d'atteindre les objectifs assignés. En tous les cas, il n'échappera pas au Premier ministre que sa déclaration de politique générale devra être en harmonie avec la volonté du président de la République "d'intensifier les réformes en mettant en œuvre de nouvelles mesures plus ambitieuses avec un plus fort impact" sur les populations.

### Contrepoint

## La majorité en rangs serrés

J.K.M  
Libreville/Gabon

AUCUNE voix des députés du Parti démocratique gabonais (PDG) ne devrait manquer à l'appel aujourd'hui, à l'issue de la Déclaration de politique générale du Premier ministre, Alain-Claude Bilie-By-Nze, devant la Représentation nationale.

En ce sens, au cours du déjeuner de travail qu'il a présidé hier, à Louis, dans le 1er arrondissement de la commune de Libreville, avec les membres du groupe parlementaire PDG à l'Assemblée nationale, le secrétaire général de cette formation politique, Steeve Nzegho Dieko, les a clairement invités à apporter leur soutien au chef du gouvernement.



"J'appelle l'ensemble des députés PDG, sous la houlette du président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, à faire un plébiscite au Premier ministre en lui accordant un vote de confiance unanime. Aucune voix ne doit manquer au chef de la majorité gouver-

nementale : 100 % PDG au chef du gouvernement", a-t-il lancé. Un appel sous-tendu par l'esprit de discipline, le sens du devoir et des responsabilités dont ont toujours fait montre, par le passé, les élus PDG au palais Léon-Mba. Avec eux, nul doute que leurs

collègues du Groupe démocratique républicain (GDR) devraient également accorder leur confiance au chef du gouvernement. Présidé par l' élu du Centre des libéraux réformateurs (CLR) au 1er siège du 6e arrondissement de la commune de Libreville, Julien-Florent Assoumou Akue, ce groupe parlementaire, né sur les cendres des Forces démocratiques républicaines (FDR), regroupe, en effet, les députés soutenant l'action politique du chef de l'État.

C'est dire qu'Alain-Claude Bilie-By-Nze devrait faire le plein des voix de son bord politique. Et que selon toute vraisemblance, comme les fois précédentes, les députés de l'opposition ne devraient pas se rallier à cette initiative.